

Nouvelle-Écosse : horizon 2019–2020

LA NOUVELLE-ÉCOSSE PROFITE TOUJOURS DES GAINS DE POPULATION

Si nous avons révisé à la hausse les prévisions de croissance de la Nouvelle-Écosse, c'est parce que la création d'emplois est toujours supérieure à la tendance. Selon les prévisions, le total de l'emploi devrait désormais gagner 2,3 % cette année, ce qui représenterait la plus forte hausse depuis 2004 (graphique). Depuis le début de 2019, les gains sont surtout attribuables au travail à temps partiel et laissent entendre qu'ils ont progressivement relevé un peu les revenus des ménages par rapport à 2018; or, la croissance de l'emploi à temps plein est aussi restée vigoureuse après avoir bondi l'an dernier. Les nouveaux emplois sont concentrés dans le secteur des biens, ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques et les soins de santé, dans lesquels les salaires sont élevés.

La population a elle aussi continué de progresser considérablement. Du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 2019, la population de la Nouvelle-Écosse a augmenté de 1,2 % sur un an — sa plus forte expansion trimestrielle depuis 1984 — alors que le nombre de résidents d'Halifax de 15 ans et plus a progressé de 2 % sur un an depuis le début de l'année jusqu'en juin 2019. L'accroissement du nombre des nouveaux arrivants, de concert avec l'amélioration de l'intégration de la population active immigrante, a contribué à cette tendance, tout autant que les apports stables des autres provinces à la population, qui confirment le caractère soutenu de la reprise dans les régions productrices de pétrole du Canada et l'attrait de la Nouvelle-Écosse auprès des candidats à des emplois.

Les marchés du logement restent fébriles. Récemment, le ratio des ventes par rapport aux nouvelles inscriptions à Halifax a atteint les taux les plus élevés depuis le début des années 2010, et la croissance sur un an de 5,8 % de la Nouvelle-Écosse depuis le début de l'année dans les prix moyens des ventes de logements jusqu'en mai domine les provinces. En outre, la solide construction résidentielle s'est poursuivie cette année et les nouvelles inscriptions sont en hausse dans la capitale. C'est pourquoi l'équilibre entre acheteurs et vendeurs a commencé à basculer en territoire plus équilibré. De concert avec la croissance économique et à des frais de crédit toujours aussi faibles, nous nous attendons à une vigoureuse activité dans la construction de logements en 2020, ce qui permettra à cette province de mieux se prémunir contre les brusques gains des prix des logements au moment où se ralentira la création d'emplois.

Les perspectives pour l'investissement du secteur privé en Nouvelle-Écosse se sont améliorées par rapport à 2018. Les travaux consacrés au Centre des congrès d'Halifax et la mise en service d'une importante ligne de transport de l'électricité, à la fin de 2017, ont constitué, l'an dernier, un poids qui s'est résorbé en 2019. Les dépenses liées au colmatage des puits de gaz en mer s'étendent elles aussi jusqu'en 2020. Les contrats de construction navale avec le gouvernement fédéral et le projet de l'installation de GNL à Goldboro — si elle est approuvée cette année — viendront donner un coup de pouce plus important aux dépenses en immobilisations au-delà de l'an prochain.

Dans cette province comme dans l'Île-du-Prince-Édouard, les tensions diplomatiques sino-canadiennes comportent un risque considérable pour la croissance à l'heure actuelle. L'escalade du conflit pèserait presque certainement sur les exportations de la Nouvelle-Écosse à destination de la Chine — concentrées dans les produits de la mer et la pêche —, qui ont représenté presque 10 % des livraisons externes de marchandises de cette province dans les cinq dernières années.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces

416.866.4733

Études économiques de la Banque Scotia

marc.desormeaux@scotiabank.com

Nouvelle-Écosse

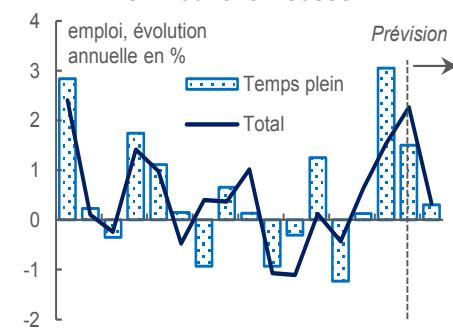
variation en %, sauf indication contraire

Conjoncture économique	17	18e	19p	20p
PIB réel	1,5	1,2	1,3	1,3
PIB nominal	2,9	3,2	3,0	3,3
Emploi	0,6	1,5	2,3	0,3
Taux de chômage en %	8,4	7,6	6,8	6,8
Mises en chantier de logements en milliers	4,0	4,8	3,9	3,8
Situation budgétaire	EF18	EF19	EF20	
Solde du budget, en % du PIB	0,5	0,1	0,1	
Dette nette, en % du PIB*	35,0	34,2	33,7	

PIB nominal prévu : Études économiques de la Banque Scotia.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse.

Vigueur de la création d'emplois en Nouvelle-Écosse



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

(variation annuelle en %, sauf indication contraire)

PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2000–17	2.1	2.4	1.8	1.3	1.2	1.8	2.0	2.3	2.0	2.8	2.7
2017	3.0	0.9	3.5	1.5	1.8	2.8	2.8	3.2	2.2	4.4	3.8
2018e	1.9	-2.7	2.6	1.2	0.1	2.5	2.3	1.3	1.6	2.3	2.4
2019p	1.4	2.0	2.1	1.3	0.6	2.1	1.4	1.5	1.4	0.5	2.2
2020p	2.0	0.8	2.0	1.3	0.8	1.8	1.8	1.5	1.6	2.5	3.0
PIB nominal											
2000–17	4.3	5.6	4.2	3.3	3.4	3.7	3.9	4.4	5.4	5.9	4.7
2017	5.6	4.3	4.8	2.9	4.3	5.0	4.1	5.4	4.8	10.0	6.9
2018e	3.6	0.5	4.6	3.2	1.9	4.2	3.5	3.1	3.8	4.5	4.4
2019p	2.7	3.0	4.1	3.0	2.2	3.2	2.6	3.3	3.3	1.3	4.2
2020p	4.2	3.9	3.9	3.3	2.5	3.7	3.7	3.3	4.0	4.6	5.7
Emploi											
2000–17	1.4	0.6	1.1	0.6	0.4	1.3	1.3	1.0	1.1	2.2	1.5
2017	1.9	-3.7	3.1	0.6	0.4	2.2	1.8	1.7	-0.2	1.0	3.7
2018	1.3	0.5	3.0	1.5	0.3	0.9	1.6	0.6	0.4	1.9	1.1
2019p	2.1	1.9	1.4	2.3	0.5	1.5	2.5	1.2	1.6	1.0	3.0
2020p	1.0	0.2	0.8	0.3	0.2	0.8	1.2	0.6	0.7	1.0	1.5
Taux de chômage (%)											
2000–17	7.1	14.3	11.1	8.8	9.5	7.9	7.0	5.1	5.0	5.3	6.5
2017	6.3	14.8	9.8	8.4	8.1	6.1	6.0	5.4	6.3	7.8	5.1
2018	5.8	13.8	9.4	7.6	8.0	5.5	5.6	6.0	6.1	6.6	4.7
2019p	5.7	11.8	9.0	6.8	8.0	5.2	5.6	5.5	5.5	6.7	4.6
2020p	5.9	11.6	9.0	6.8	8.0	5.4	5.8	5.5	5.5	6.8	4.7
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2000–17	200	2.5	0.8	4.3	3.4	44	72	5.2	5.2	34	29
2017	220	1.4	0.9	4.0	2.3	46	79	7.5	4.9	29	44
2018	213	1.1	1.1	4.8	2.3	47	79	7.4	3.6	26	41
2019p	202	1.0	0.9	3.9	2.1	46	69	6.8	3.2	26	44
2020p	199	1.3	0.8	3.8	2.0	41	72	6.0	4.8	30	37
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2000–17	1,657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180
2017	2,041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235
2018	1,984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019p	1,935	30	9	51	39	447	813	60	49	220	217
2020p	1,915	30	9	50	37	440	800	56	48	217	228
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2017	-18,957	-1,148	-1	151	-117	2,361	-2,435	-789	-1,218	-10,784	2,727
2018	-18,961	-911	1	230	67	2,622	-3,672	-695	-303	-8,023	301
2019e	-11,815	-522	14	28	5	2,500	-11,700	-470	-380	-6,711	374

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutrice découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de coches de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.